

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine public relative à l'exploitation d'un
panneau publicitaire situé au 395 Rue Vaugirard, 75015 Paris
sur le site de l'UFR STAPS**

ENTRE

L'UNIVERSITE PARIS CITE

Etablissement public scientifique, culturel et professionnel expérimental

Située au 85, Boulevard Saint-Germain 75006 Paris, Siret 130 025 737 00011

Représentée par son Président, **Monsieur Édouard KAMINSKI**

Ci-après désignée « **l'UPCité** » ou « **l'Université Paris Cité** »

ET

L'Occupant

Ci-après dénommé l'« **Occupant** »

Ci-après désignés individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

- Vu l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses article L. 2122-1 à L. 2122-4 ;

Article 1 - Objet de l'autorisation

La présente autorisation a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Occupant est autorisé sous le régime des occupations temporaires du domaine public non constitutive de droits réels, à

occuper, installer et exploiter à titre précaire et révocable un dispositif situé au sein du site de l'UFR STAPS de l'Université Paris Cité au 395 Rue de Vaugirard 75015 Paris.

Le dispositif s'entend par une installation publicitaire et de tous ses organes ou accessoires d'éclairage, de sécurité ou de surveillance (rampe d'éclairage, passerelle, etc.) L'installation s'entend du scellement et du raccordement au réseau électrique du dispositif. L'exploitation s'entend de toutes les interventions nécessaires à l'affichage des messages publicitaires.

Article 2 - Mise à disposition du bien immobilier

L'Occupant est autorisé à disposer de l'emplacement prévu, et uniquement celui-là, pour l'exploiter à des fins commerciales.

Article 3 - Destination des lieux

L'Occupant ne pourra affecter les lieux à une destination autre que son activité d'exploitant d'emplacement publicitaire.

Tout affichage contraire aux principes de laïcité et de neutralité du service public sera sanctionné par le retrait de l'autorisation d'occupation temporaire. De plus, l'Occupant s'engage à ne pas faire d'affichage contraire aux bonnes mœurs, (message à caractère haineux, pornographique, politique).

Article 4 - Entretien

L'entretien lié à l'exploitation de l'emplacement publicitaire est à la charge de l'Occupant (y compris les frais de raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité) et sous sa responsabilité. Les installations et les équipements mis en place dans le cadre de la présente autorisation seront réalisés conformément aux normes techniques et aux règles de l'art.

L'Occupant s'engage à maintenir les lieux et ses installations en bon état d'entretien, de fonctionnement et de propreté, pendant toute la durée des présentes, conformément aux règles de l'art, à ses frais exclusifs et sous la seule responsabilité de manières à ce que, notamment, aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'exploitation et au fonctionnement du service public.

Un accord préalable et écrit de l'UPCité devra être obtenu par l'Occupant avant toute modification que l'Occupant souhaiterait apporter pendant la durée de l'autorisation. Tout changement de matériel donnera lieu à l'établissement d'un avenant rectificatif.

Article 5 - Accès

L'UPCité garantit au bénéficiaire de la présente autorisation l'occupation paisible des emplacements.

Elle se réserve le droit d'interdire à l'Occupant l'accès aux locaux pour des raisons de sécurité ou liées au fonctionnement du service public, pendant de brèves périodes (manifestations exceptionnelles...)

L'UPCité s'interdit de masquer ou de réduire la visibilité du dispositif. A ce titre, l'UPCité procédera régulièrement à l'élagage de la végétation autour du dispositif. A défaut et après mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effets dans le délai d'un mois hors périodes de fermeture hivernale et estivale de l'établissement, l'Occupant fera procéder à l'élagage. En ce cas, les frais d'élagage seront retenus sur la prochaine redevance à verser à l'Université Paris Cité.

Article 6 - Caractère personnel de L'autorisation

L'autorisation est accordée intuitu personae. L'Occupant est tenu d'assurer directement, en son nom et sans discontinuité l'exploitation autorisée.

L'Occupant s'interdit de céder ou de sous-louer l'emplacement mis à sa disposition, sauf accord exprès et écrit de l'UPCité.

La présente autorisation étant conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, l'Occupant ne pourra en aucun cas se prévaloir de ses dispositions en matière de propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux ou à quelque autre droit.

Article 7 - Responsabilité — Assurance

L'Occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation de l'exploitation de l'installation publicitaire. Il aura également l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, et à tout tiers.

L'Occupant souscrira notamment une assurance « Responsabilité civile » pour tous les risques liés à l'exploitation de l'emplacement publicitaire.

Une copie du contrat d'assurance devra être transmise à l'UPCité avant le commencement de l'exploitation ainsi qu'une attestation de renouvellement du contrat à chaque renouvellement de l'autorisation.

En cas de non-présentation de ces documents, l'UPCité se réserve le droit d'abroger la présente autorisation.

L'Occupant et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre l'UPCité en cas de vol, ou à l'occasion de tout dommage à son personnel, et de toute personne agissant pour son compte en rapport avec l'exploitation du dispositif objet de la présente autorisation temporaire.

Article 8 - Impôts et Charges

Tous les frais, impôts, taxes et charges fiscales habituellement à la charge de l'Occupant demeurent à sa charge.

Article 9 - Redevance

La présente autorisation d'occupation temporaire est accordée en contrepartie du versement d'une redevance fixée comme suit :

Chaque année, le titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire versera à UPCité :

- un montant fixe de (douze mille) 12 000 euros HT.

En cas de non-paiement de la redevance, l'UPCité se réserve le droit de résilier la présente autorisation sans préavis. L'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité et devra remettre les lieux en leur état initial.

Article 10 - Durée

L'autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans à compter du premier 1^{er} mars 2025 sans reconduite tacite possible.

Toute modification ou prorogation de la présente autorisation devra faire l'objet d'un avenant numéroté dans le respect des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques

Article 11 - Fin de l'autorisation

L'autorisation prend fin au terme de la période prévue à l'article 10 avec obligation pour l'Occupant de libérer les lieux pour cette date.

Article 12 - Résiliation**12-1 - Résiliation pour manquement aux obligations de l'autorisation**

En cas de manquement par l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles, la Partie non défaillante devra la mettre en demeure d'y remédier par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si à l'issue d'un délai de 30 jours, la Partie défaillante n'a pas mis en œuvre tous les moyens nécessaires pour remédier au manquement, objet de la mise en demeure, l'autorisation pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet à la réception de cette lettre.

12-2 - Résiliation pour motifs d'intérêt général

La présente autorisation pourra être résiliée par l'UPCité pour motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

12-3 - Résiliation pour cas de force majeure

La présente autorisation pourra être résiliée en cas de force majeure. La résiliation prendra effet un mois suivant l'envoi d'un congé par lettre recommandée avec accusé de réception par la Partie admise à se prévaloir de ce cas de force majeure.

Article 13 - Remise en état du domaine

Quelle qu'en soit la cause, la fin de l'autorisation oblige l'Occupant à remettre les lieux en leur état initial. En cas de non-respect de cette obligation, UPCité peut, huit jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse, remettre en état les lieux aux frais, risques et périls de l'Occupant.

Seul l'UPCité peut dispenser expressément l'Occupant de tout ou partie de cette remise en état.

Article 14 - Règlement des litiges

La présente autorisation est régie par le droit français. Lors de la survenance d'un litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente autorisation, les Parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

A défaut de solution amiable, la Partie la plus diligente pourra saisir la juridiction administrative dans le ressort de la Cour d'appel de Paris.

Les annexes font partie intégrante de la présente autorisation

Fait à Paris, le 26 février 2025

Par l'Université Paris Cité

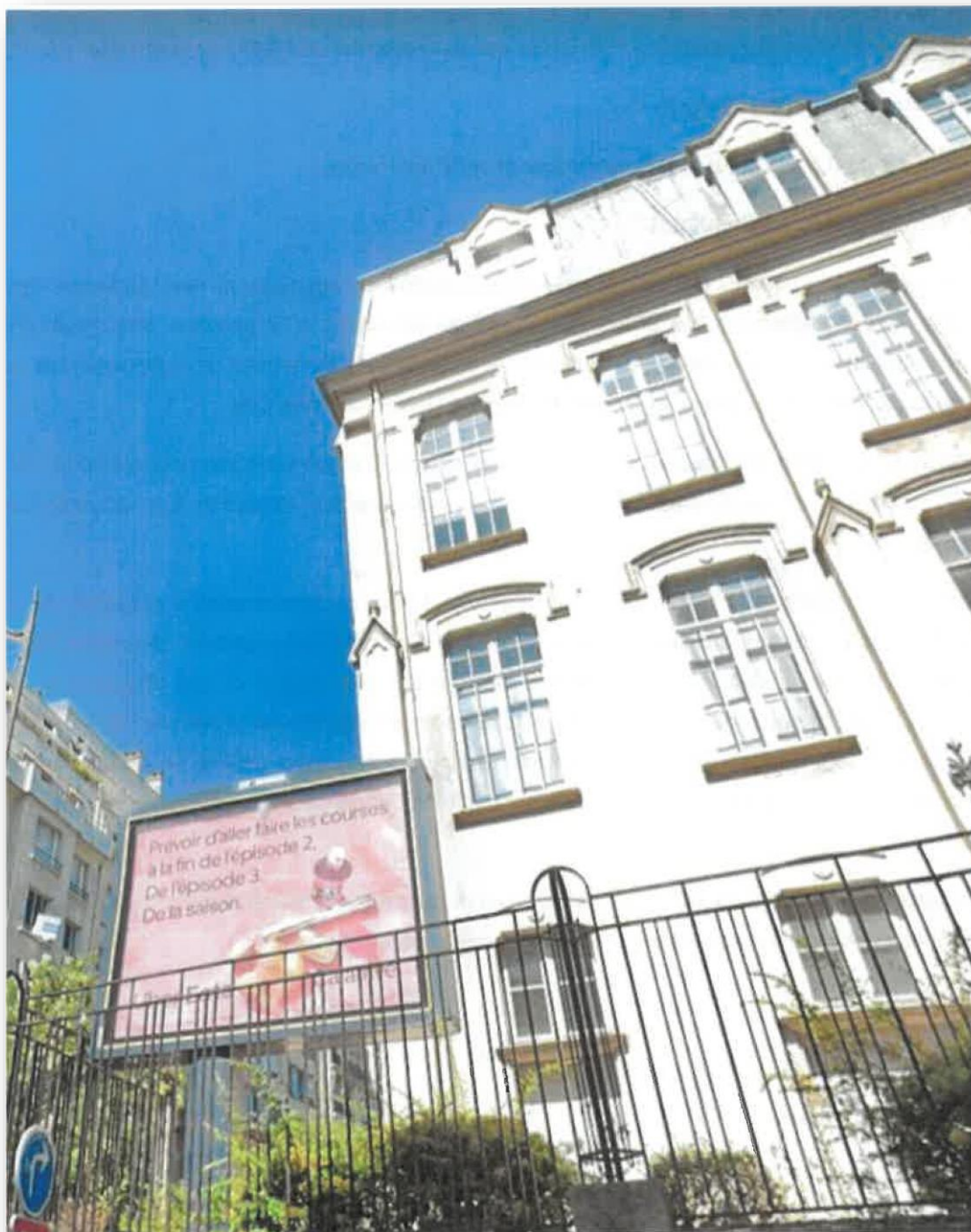
Édouard KAMINSKI
Président

Liste des annexes :

Annexe 1 : Photographie de l'emplacement du panneau d'affichage

Annexe 2 : Cahier des charges

Annexe 1- Photographie de l'emplacement du panneau d'affichage



Annexe 2 — Cahier des charges

Dans le cadre de la présente autorisation, l'Occupant doit se conformer aux présentes dispositions.

Article 1^{er} — Modification de l'annexe

Cette annexe est modifiable par avenant après accord entre les Parties.

Article 2 — Obligations de l'Occupant

L'Occupant respectera en toutes circonstances la réglementation en vigueur ainsi que l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et administratives se rapportant à l'exploitation des dispositifs d'affichage publicitaire, tel que (liste non exhaustive) : le code de l'environnement, le règlement local de publicité de la commune ainsi que le règlement intérieur de l'Université Paris Cité.

Il appartiendra uniquement à l'Occupant de se mettre en rapport avec les annonceurs publicitaires, les prospecter, recueillir en son seul nom les ordres de publicité, assurer leur exécution, leur facturation et leur recouvrement.

L'Occupant devra, compte tenu des activités d'enseignement et de recherche publics assurées sur le site, recueillir l'avis conforme de l'Université Paris Cité avant d'afficher toute publicité. L'Université Paris Cité s'engage à rendre cet avis dans les meilleurs délais à compter du jour où elle disposera de la maquette de la publicité envisagée (photomontage). L'absence de réponse de l'Université Paris Cité ne peut valoir acceptation. Dès lors que l'Université Paris Cité motive son refus, celui-ci ne saurait donner droit au versement d'une quelconque indemnité au profit des annonceurs, intermédiaires et ou de l'Occupant.

Ainsi l'affichage publicitaire devra respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public. En outre, l'affichage publicitaire ne peut revoir notamment des publicités relatives à :

- L'alcool,
- Les jeux d'argent,
- Les jeux en ligne,
- La politique,
- La religion,
- La promotion d'une autre université que l'Université Paris Cité

Cette liste est non exhaustive et il en est de même pour toute publicité qui pourrait porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou pouvant mettre en cause l'Université Paris Cité.

Le fait de contrevenir à ces obligations expose l'Occupant à subir seul les conséquences financières d'actions judiciaires intentées contre l'Université Paris Cité par des tiers à la présente autorisation, ainsi que les réclamations de toutes natures auxquelles pourrait donner lieu l'exécution de l'autorisation temporaire du domaine public.